

**SANTÉ ET DROITS
SEXUELS ET
REPRODUCTIFS :
CLÉ DE VOÛTE DU
TRAVAIL DÉCENT ET
DE L'AUTONOMISATION
ÉCONOMIQUE**



Kisenyi, Kampala, Ouganda – Des jeunes du groupe de jeunes Muvubuka Agunjuse à Kisenyi, en Ouganda, confectionnent des serviettes hygiéniques réutilisables pour les écolières et les jeunes de la communauté. La fabrication de ces serviettes hygiéniques est l'une des activités génératrices de revenus de ce groupe de 30 membres. DSW fournit les machines à coudre utilisées à la confection de ces serviettes.

La croissance durable et la création d'emplois constituent des axes prioritaires pour la Commission européenne tant dans ses politiques internes qu'externes. Dans sa récente stratégie UE-Afrique¹, la Commission souligne que ces efforts en faveur d'une croissance durable et de l'emploi « requiert de veiller [...] à une couverture santé universelle, à l'accès à des services de santé de qualité, y compris la planification familiale, et à la lutte contre les inégalités et les discriminations », en ciblant particulièrement les femmes et les jeunes.

L'égalité entre les femmes et les hommes, le développement humain, l'accès à la couverture santé universelle (CSU), notamment à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SDSR), sont donc des axes particulièrement importants pour réaliser la priorité de la Commission sur la croissance durable et l'emploi ainsi que l'Agenda 2030. Toutes les interventions liées à cette priorité doivent s'appuyer sur les valeurs et les principes de l'UE en matière de droits humains et d'égalité de genre.

**L'ACCÈS À LA SDSR FAVORISE
L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE
DES FEMMES ET DES JEUNES**

Parvenir à une croissance durable qui profite à tous ne peut se faire que par l'autonomisation des femmes et des jeunes, elle-même réalisable uniquement à condition d'axer les efforts autour de l'égalité de genre et de la SDSR. Les services de SDSR sont essentiels pour permettre aux femmes, aux filles et aux jeunes de vivre une vie saine, de lutter contre la violence et les potentiels abus de pouvoir dans leur vie, d'être libres de participer à la vie économique, mais aussi sociale et politique, et de décider librement de ce qu'ils veulent faire de leur corps. Les obstacles à l'accès aux soins et à l'information entravent la capacité des femmes et des jeunes à exercer leur libre arbitre, à participer de manière constructive à la vie économique et à contribuer au développement et à la croissance durables. Promouvoir l'accès à la SDSR et à l'égalité de genre est également rentable : en effet, chaque dollar investi dans la planification familiale peut faire gagner aux pays jusqu'à 6 dollars d'économies² et tirer de la croissance économique des avantages à long terme de l'ordre de 60 à 100 dollars.³



CROISSANCE ÉCONOMIQUE
CHAQUE DOLLAR INVESTI DANS
LA PLANIFICATION FAMILIALE
PEUT FAIRE ÉCONOMISER JUSQU'À
6 DOLLARS AUX PAYS ET RAPPORTER
ENTRE 60 ET 100 DOLLARS
EN AVANTAGES À LONG TERME

¹ <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-6703-2020-INIT/fr/pdf>

² UNFPA, <https://www.unfpa.org/resources/unfpa-supplies-world%E2%80%99s-largest-provider-donated-contraceptives>, consulté la dernière fois en décembre 2020

³ FP2020, https://www.familyplanning2020.org/sites/default/files/Data-Hub/ROI/FP2020_ROI_OnePager_FINAL.pdf, consulté la dernière fois en décembre 2020



1 INVESTIR DANS LA SDR ET L'ÉGALITÉ DE GENRE POUR GARANTIR AUX FEMMES L'ACCÈS À UN TRAVAIL DÉCENT

Des études ont montré l'influence positive de la baisse de la fécondité sur l'accès des femmes au marché du travail et à l'emploi. À l'échelle mondiale, le taux d'activité des femmes âgées de 25 à 39 ans diminue d'environ 10 à 15 points de pourcentage avec chaque enfant supplémentaire.⁴ Privées d'accès à des services SDR essentiels, de planification familiale notamment, les femmes ne peuvent pas choisir d'avoir ou non des enfants, quand et combien. À cela s'ajoute le risque pour elles d'un accroissement de leur charge de soins et d'assistance⁵, ainsi que la réduction de leurs chances d'avoir accès à un travail décent et de contribuer à une croissance durable, et l'exacerbation des inégalités préexistantes. Pour autant, l'accès au marché du travail n'apporte de l'autonomie que s'il signifie l'accès à un emploi décent qui protège les droits des femmes. Des études suggèrent que pour qu'il y ait autonomisation économique, l'accès des femmes à des revenus ne suffit pas, mais doit forcément s'accompagner de mécanismes de soutien, tels que le congé parental, la garde des enfants, l'accès aux contraceptifs et des politiques d'égalité des chances.⁶ Faute de politiques publiques qui vont dans ce sens, les femmes sont contraintes de rester dans le secteur informel ou agricole, où elles sont plus vulnérables à la pauvreté, aux maladies et à la précarité. Dès lors, elles ne peuvent pas contribuer pleinement à la croissance durable. Lorsque l'accès à la SDR se conjugue à l'accès à l'emploi, la stabilité économique des femmes, leur santé, leur bien-être et leur capacité à contribuer à la croissance durable s'en trouvent d'autant plus renforcées.



2 ASSURER L'ACCÈS À DES SERVICES ADAPTÉS AUX JEUNES POUR FAVORISER LEUR PARTICIPATION ÉCONOMIQUE

Si l'on entend que les jeunes, en particulier les jeunes femmes, contribuent à une économie respectueuse de l'environnement et qui profite à tous, tous les aspects de leur autonomisation sont à prendre en compte. Il ne suffit pas de donner des chances d'emploi aux jeunes dans les pays en développement. Il leur faut aussi avoir accès à un ensemble complet de services de SDR adaptés aux jeunes, notamment mais pas exclusivement à la planification familiale et à l'éducation complète à la sexualité (ECS), pour les doter des moyens de mieux comprendre leurs droits, de lutter contre les normes de genre et les stéréotypes néfastes et de participer à la vie économique, sociale et politique de leurs communautés. Dès lors que les jeunes ont accès à des services de santé qui répondent à leurs besoins spécifiques, ils peuvent faire des choix, se protéger contre la coercition et la violence, exercer leur droit à la santé et vivre une vie saine. Ils peuvent éviter les éventuelles difficultés économiques qui découlent des inégalités entre les genres et d'événements tels qu'une grossesse non désirée, qui se traduisent souvent par le décrochage scolaire des filles et des jeunes femmes, ce qui les enferme dans le piège de la pauvreté.⁷ L'accès à un ensemble complet de SDR, notamment mais pas exclusivement à la planification familiale et à l'ECS, est absolument fondamental pour permettre aux jeunes d'être des acteurs de changements positifs et participer à une économie durable.

« UN PAYS NE PEUT PAS PRÉTENDRE À UNE ÉCONOMIE INCLUSIVE ET DURABLE SI SES JEUNES N'ONT PAS ACCÈS À UN EMPLOI DÉCENT. TROP SOUVENT, LES JEUNES – LES JEUNES FEMMES SURTOUT – NE SONT PAS EN MESURE D'ÉVITER UNE GROSSESSE NON DÉSIRÉE, N'ONT PAS ACCÈS À DES SERVICES DE GARDE D'ENFANTS ET SOUFFRENT DE VIOLENCES, TELLES QUE LE MARIAGE FORCÉ. POUR QU'ILS JOUISSENT DE LEUR INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE, IL LEUR FAUT COMPRENDRE LEURS DROITS ET AVOIR ACCÈS À DES SERVICES DE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE. »

YORDANOS, ÉTHIOPIE



SALAIRE DES FILLES

CHAQUE ANNÉE SUPPLÉMENTAIRE DE SCOLARITÉ PRIMAIRE AUGMENTE LE SALAIRE DES FILLES DE 10 % À 20%, ET DE 15 % À 25 % POUR CHAQUE ANNÉE SUPPLÉMENTAIRE DE SCOLARITÉ SECONDAIRE

⁴ Grepin KA and Klugman J (2013) Investing in Women's Reproductive Health: Closing the Deadly Gap Between What we Know and What we Do. Washington: Banque mondiale. Disponible à : <http://documents1.worldbank.org/curated/en/217631468333060680/pdf/781140WP0Box370per0Full0Report.pdf0.pdf>

⁵ On entend par activités d'assistance et de soins le travail reproductif non rémunéré, dont une part disproportionnée est assumée par les femmes, et qui inclut, sans pour autant s'y limiter, la garde des enfants, les soins aux personnes âgées, la prise en charge des malades de la famille, la cuisine et le ménage.

⁶ https://www.ippf.org/sites/default/files/2020_gender_equality_report_web.pdf, consulté la dernière fois en décembre 2020

⁷ Selon l'UNICEF, chaque année supplémentaire de scolarité primaire augmente le salaire final des filles de l'ordre de 10 % à 20 %, qui passe à 15 % à 25 % pour chaque année supplémentaire de scolarité secondaire. https://www.unicef.org/media/media_58417.html, consulté la dernière fois en décembre 2020

BONNES PRATIQUES

AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE ET SDSR DES FEMMES ET DES JEUNES



DES PARTENARIATS INNOVANTS SUR LE LIEU DE TRAVAIL – CAMBODGE

Au Cambodge, des milliers de jeunes femmes des campagnes viennent s'installer dans les villes pour travailler en usine. Bien souvent, ces femmes ne savent pas où s'adresser pour obtenir des soins de santé sexuelle et reproductive (SSR) et, pour beaucoup d'entre elles, ceux-ci restent inaccessibles en raison de leur coût ou d'horaires d'ouverture limités. L'Association de santé reproductive du Cambodge (RHAC), association membre de l'IPPF, répond à ce besoin non satisfait en fournissant aux ouvrières des usines des informations et des soins gratuits. La RHAC a conclu des partenariats formels avec 30 usines dans trois grandes métropoles du Cambodge. La RHAC organise des animations interactives et divertissantes à l'heure du déjeuner pour fournir des informations sur la SDSR. Les ouvrières reçoivent des coupons qu'elles peuvent échanger aux dispensaires de la RHAC contre une panoplie de services gratuits de SDSR, notamment des moyens contraceptifs, des soins post-avortement, le dépistage et le traitement du cancer du col de l'utérus, le dépistage et des services d'accompagnement du VIH, des orientations pour un traitement antirétroviral, et le dépistage et le traitement des infections sexuellement transmissibles. Ces ouvrières travaillant six jours par semaine dans les usines, la RHAC a adapté les heures d'ouverture de son dispensaire pour s'assurer qu'il soit ouvert le dimanche, pendant leur jour de repos. Dans les usines dotées d'un dispensaire sur place pour y traiter les accidents de travail et les maladies légères, la RHAC a formé le personnel des dispensaires à l'éducation sur la santé, aux droits des clients, à des compétences cliniques de base, à la fourniture d'informations sur la contraception et au dépistage d'infections sexuellement transmissibles. La RHAC travaille à des projets de modernisation de ces dispensaires d'usine pour qu'ils élargissent l'éventail des services fournis sur place.⁸

⁸ Il convient toutefois de bien faire la distinction entre la promotion positive de programmes de santé au travail et des pratiques d'exploitation, comme des tests de grossesse obligatoires et d'autres formes de violations des droits de santé reproductive et sexuelle.

APPROCHE INTÉGRÉE DE DSW VIS-À-VIS DE L'AUTONOMISATION DES JEUNES – KENYA, ÉTHIOPIE, OUGANDA ET TANZANIE

Beaucoup de gens, de jeunes en particulier, se sentent mal à l'aise à l'idée de demander des informations sur la SDSR, sujet parfois tabou, en raison du manque d'éducation complète à la sexualité tant à l'école qu'au sein de la sphère privée. La plupart d'entre eux se tourmentent vers leurs pairs pour se faire conseiller et s'informer : la relation entre pairs est donc un axe à privilégier chez les adolescents et les jeunes pour améliorer leur accès à la SDSR, essentiel pour qu'ils aient accès à des moyens de subsistance décentes et durables. Au Kenya, en Éthiopie, en Tanzanie et en Ouganda, DSW travaille avec des clubs indépendants de jeunes scolarisés et non scolarisés et des centres d'autonomisation des jeunes, en se donnant pour mission de fournir aux jeunes des informations et des services de SDSR et de former des éducateurs pairs à la SDSR. Les clubs de jeunes occupent une place centrale dans la vie des jeunes et sont donc bien placés pour les aider à améliorer leur santé sexuelle et reproductive ainsi que, plus généralement, leur situation socio-économique. L'approche globale de DSW à l'autonomisation des jeunes porte sur l'acquisition de compétences de vie, de participation et de leadership, de développement de talents et de carrière. Le but recherché est de donner aux jeunes les moyens de mener à bien leur projet professionnel et de les orienter vers des partenaires susceptibles de pouvoir leur offrir un soutien financier (salons de l'emploi, institutions de micro-crédit, etc.). Cette approche intégrée permet avant tout à tous les jeunes de mener une vie saine et autonome, tout en leur apportant les compétences et l'aide requises pour surmonter les obstacles qui entravent leur développement économique.



www.countdown2030europe.org
 @C2030Europe